Groupe de travail "Mobilités sociales" : A quand une politique française de l'égalité

Fabrice Dhume, Khalid Hamdani

► To cite this version:

Fabrice Dhume, Khalid Hamdani. Groupe de travail "Mobilités sociales" : A quand une politique française de l'égalité . Migrations Société, 2014, Intégration: une "refondation" enlisée, 26 (155), p.69-81. halshs-01421735

HAL Id: halshs-01421735

<https://shs.hal.science/halshs-01421735>

Submitted on 2 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

GROUPE DE TRAVAIL "MOBILITÉS SOCIALES" : À QUAND UNE POLITIQUE FRANÇAISE DE L'ÉGALITÉ ?

Fabrice DHUME *

Khalid HAMDANI **

« Il est manifeste que si elle s'avance trop sur la voie de l'unité, une cité n'en sera plus une, car la cité a dans sa nature d'être une certaine sorte de multiplicité ».

Aristote¹

« À chaque fois que la République est confrontée à sa diversité, c'est bien une politique de l'égalité qui s'impose comme la meilleure réponse ».

Patrick Weil²

Par une lettre de mission du 31 juillet 2013, le ministre de l'Emploi et du Travail et la ministre déléguée à la Réussite éducative nous ont confié la direction du groupe de travail "Mobilités sociales"³, l'un des cinq groupes de travail appelés à contribuer au projet gouvernemental de « refondation de la politique d'intégration »⁴. Nous avons accepté cette mission bénévole car le cadre initial prévoyait une grande liberté d'organisation, de réflexion et de proposition.

* Sociologue, chercheur à l'Institut social et coopératif de recherche appliquée (ISCRA), Montpellier.

** Directeur de l'Institut Éthique & Diversité, Paris.

1. Aristote, *Les politiques*, II, Paris : Éd. GF Flammarion, 1993, p. 139.

2. WEIL, Patrick, *La République et sa diversité : immigrations, intégration, discriminations*, Paris : Éd. du Seuil, 2006, p. 11.

3. DHUME, Fabrice ; HAMDANI, Khalid, *Vers une politique française de l'égalité. Rapport du groupe de travail "Mobilités sociales" dans le cadre de la "Refondation de la politique d'intégration"*, novembre 2013, 93 p., <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000758/0000.pdf>.

4. LAMARRE, Chantal ; MAFFESSOLI, Murielle, *Refondation de la politique d'intégration. Groupe de travail "Connaissance – reconnaissance"*, rapport remis en novembre 2013, 62 p., <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000756/0000.pdf> ; MADELIN, Bénédicte ; GENTIAL, Dominique ; GOYAUX, Nathalie ; BOUILLE, Ambrosini, *Refonder la politique d'intégration : rapport du groupe Protection sociale* remis le 29 octobre 2013, 42 p., <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000759/0000.pdf> ; KHIROUNI, Chaynesse ; TALLAND, Chantal, *L'habitat, facteur d'intégration*, rapport remis en octobre 2013, 32 p., <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000757/0000.pdf> ; BOUBEKER, Ahmed ; NOËL, Olivier, *Faire société commune dans une société diverse*. Rapport remis le 5 novembre 2013, 47 p., <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000760/0000.pdf>

Notre groupe était intitulé “Mobilités sociales”, intitulé d’opportunité répondant à la stratégie de réunion des deux ministères. Nous avons d’emblée choisi de ne pas en faire le centre de gravité conceptuel du travail et avons travaillé sur les thématiques suivantes : éducation, formation, insertion professionnelle, travail et emploi. Le groupe était formé d’une cinquantaine de personnes représentant des administrations publiques, des partenaires sociaux, des jeunes, des parents d’élèves, des associations, des acteurs de l’entreprise, de l’emploi et de l’école, des chercheurs et des experts choisis pour leur connaissance du terrain. Nous nous sommes réunis à cinq reprises entre septembre et novembre 2013.

La diversité des parcours et des positions des membres du groupe nous a permis de travailler à partir de points de vue argumentés, notamment d’agents intermédiaires et de publics concernés ayant une expertise du fonctionnement réel des institutions. L’enjeu était de construire une analyse *ancrée* et *praticable* ainsi que d’identifier des leviers d’action stratégiques dans une visée *transformative*. La méthode d’animation a privilégié la confrontation “interne” des points de vue plutôt que de procéder à une série d’auditions qui auraient cantonné les participants dans une logique de représentation. Nous avons opté pour la construction d’une problématisation commune plutôt que de lister des propositions. Du reste, la lettre de mission nous invitait à « *renouveler en profondeur l’approche des questions d’intégration en France* ». En privilégiant un débat de fond, appuyé sur les connaissances accumulées par les sciences sociales, nous avons souhaité que les propositions du rapport constituent des leviers stratégiques.

Si le groupe était libre de conduire son travail et de construire son analyse, il était en revanche clairement établi, d’une part, que le gouvernement définirait ses choix propres et, d’autre part, que les rapports seraient publiés parallèlement afin « *que chacun puisse voir ce que le gouvernement a choisi de retenir ou non* » des rapports, comme l’a précisé l’un des membres des cabinets ministériels en charge d’animer ce travail. C’est cette perspective évaluative qui oriente le présent texte. Nous présenterons les grandes lignes d’analyse et des propositions de notre rapport que nous avons titré *Vers une politique française de l’égalité*, avant de voir ce qu’en retient la *Feuille de route du gouvernement* rendue publique en février 2014⁵.

5. PREMIER MINISTRE, *Politique d’égalité républicaine et d’intégration : feuille de route du gouvernement*, Paris, 11 février 2014, 21 p., http://www.cofrimi.com/images/PDF/feuille_route_politique_degalite_republicaine_dintegratio-1.pdf

"Intégration" : une mauvaise base pour (re)fonder une politique publique

Notre point de départ a été la critique du vocabulaire. En effet, l'idée de "refondation" présuppose l'existence préalable d'une *politique d'intégration* et une évaluation de la pertinence de ses fondements. Or, dans le langage politique en France, le terme "intégration" est un *malentendu*. Il n'y a en réalité jamais eu de politique visant à soutenir un processus d'*intégration sociale* au sens sociologique du terme. Le mot a été épuisé en servant de faire-valoir à une action assimilationniste de l'État ciblant des populations sans cesse renvoyées à une altérité ("issues de l'immigration", "de la diversité"...). Les visées nationalistes, normalisatrices et sécuritaires de cette action publique se sont accrues au fur et à mesure que les résistances et effets pervers devenaient de plus en plus visibles. On a repoussé la reconnaissance politique de la pluralité concrète de la société française, disqualifiant *a priori* certaines voix à travers les figures bouc-émissaires de l'"immigré", du "jeune de banlieue", du "musulman", des "Roms", etc. La perspective d'une "(re)fondation" nous a donc paru exiger de faire un retour critique sur l'histoire et l'expérience politique de ces questions.

La minorisation des populations désignées explicitement ou non par l'"intégration" trouve une part de ses justifications dans le processus de colonisation, mais celles-ci se sont renouvelées suite aux décolonisations, avec un transfert des logiques de gestion et des mémoires racistes en métropole⁶ et, concomitamment avec l'invention du "problème de l'immigration" — résultat de la convergence entre une politique économiciste d'État visant à gérer les flux de "main-d'œuvre" et de devises⁷ — et la diffusion des grilles d'analyse forgées par l'extrême droite, passée en quelque sorte d'un racisme ouvert à un racisme « respectable »⁸.

Dès les années 1970, l'Éducation nationale met en place des dispositifs spécifiques de "scolarisation" reposant sur une définition partiellement ethnique des publics. Dans le domaine du travail et de

6. Cf. STORA, Benjamin, *Le transfert d'une mémoire : de "l'Algérie française" au racisme anti-arabe*, Paris : Éd. La Découverte, 2009, 148 p.

7. Cf. LAURENS, Sylvain, *Une politisation feutrée : les hauts fonctionnaires et l'immigration en France*, Paris : Éd. Belin, 2009, 352 p.

8. ANTONIUS, Rachad, "Un racisme 'respectable'", in : RENAUD, Jean ; PIETRANTONIO, Linda ; BOURGEAULT, Guy (sous la direction de), *Les relations ethniques en question : ce qui a changé depuis le 11 septembre 2001*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2002, pp. 253-271.

l'emploi, la question du recrutement posée lors des trente glorieuses va se renverser avec la "crise" de 1973, et les "travailleurs immigrés" vont devenir les régulateurs de la "flexibilité"⁹. Mais, mise à part l'incrimination juridique du racisme¹⁰ face à une banalisation des crimes et violences à l'encontre des "immigrés", la question du statut politique des populations n'est pas posée sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, tant la précarité de leur présence est pensée comme "normale". Elles sont perçues à travers le prisme alliant utilitarisme économique et altérité culturalisante, et l'on pense pouvoir solder cette question par un "retour au pays". L'échec de cette stratégie n'affaiblit pas le « consensus indicible » qui prétend « protéger la nation » face aux risques imputés à « l'immigration »¹¹. Au contraire : le thème de l'"intégration" qui s'impose à partir des années 1980 agglomère diverses dimensions, toutes réunies par une inquiétude sourde quant à l'avenir de l'"identité nationale".

L'un de ces facteurs fut l'émergence sur la scène politique d'un nouvel acteur au tournant des années 1970-1980, symbolisé d'un côté par la figure-type des "rodéos des Minguettes" (1981), qui annonce le thème des "violences urbaines", et le couplage entre politique de la ville et sécurité, et de l'autre par les marches pour l'égalité et contre le racisme (1983-1985), répondant initialement à la violence et au racisme policier. Cette émergence reçoit une réponse ethnicisée de l'action publique. Les territoires prioritaires de la politique de la ville et les zones d'éducation prioritaires (ZEP) naissantes sont indexés sur des critères ethniques ; la Marche pour l'égalité de 1983 est requalifiée par les médias Marche des Beurs et l'exigence politique d'égalité est repoussée. La mise en place du Haut Conseil à l'intégration (HCI) en 1991 entérine des présupposés peu interrogés : l'altérité intrinsèque des "immigrés" expliquerait les tensions dans la société française ; « l'intégration » serait aujourd'hui « bloquée », se manifestant par des comportements inadaptés des « jeunes issus de l'immigration » ; cela supposerait une action spécifique de socialisation nationale pour les faire « accéder à la citoyenneté ». Selon le HCI, la France n'ayant pas de problème d'égalité politique du fait de l'égalité formelle en droit, la persistance d'« un "racisme ordinaire" »

9. Cf. MARIE, Claude-Valentin, "En première ligne dans l'élasticité de l'emploi", *Plein Droit*, n° 31, avril 1996, pp. 14-21.

10. Loi n° 72-546 du 1^{er} juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme, dite "loi Pleven".

11. WEIL, Patrick, *La France et ses étrangers : l'aventure d'une politique de l'immigration, 1938-1997*, Paris : Éd. Calmann-Lévy, 1991, 397 p.

diffus et difficile à combattre » ne devrait pas conduire à changer d'approche car cela « comporterait des risques de déclin de l'unité nationale »¹².

L'action publique qui découle de cette analyse repose sur ce que la psychologie sociale nomme une « erreur fondamentale d'attribution »¹³ : une distorsion dans l'imputation des responsabilités, chargeant le public et occultant la production de discriminations. Cela s'accompagne d'un durcissement ethno-nationaliste du discours « républicain », opposant de manière binaire et dramatisée « islam » et « laïcité », jetant le soupçon sur les populations accusées de « communautarisme » et exigeant d'elles une « participation active à la société nationale »¹⁴ que l'on n'attend pas en tant que telle des membres présumés légitimes de la communauté.

Mais au nom de la protection des valeurs nationales, l'on refuse d'actualiser les fondamentaux — à commencer par l'égalité — et l'on tord le sens de la laïcité afin de contraindre les minorisés. Par exemple, pour le groupe de travail, la loi du 15 mars 2004 sur le « voile » à l'école¹⁵, loin de calmer le jeu, a eu un effet de prophétie auto-créatrice : elle a contribué à produire des clivages, des « minorités » et des identités alternatives — ethniques et/ou religieuses, entre autres — qui renouvellent le défi de produire du commun¹⁶. Le problème central de la « refondation » est dès lors de renouer avec les valeurs politiques qui fondent le contrat collectif, quand les façons de voir dominantes poussent insidieusement à y renoncer.

12. HAUT CONSEIL À L'INTÉGRATION, *Pour un modèle français d'intégration : premier rapport annuel au Premier ministre*, Paris : La Documentation française, 1991, 192 p. (voir p. 19).

13. ROSS, Lee D., "The intuitive psychologist and his shortcomings : distorsions in the attribution process", in : BERKOWITZ, Leonard (Ed.), *Advances in experimental social psychology*, New York : Academic Press, 1977, pp. 173-220.

14. HAUT CONSEIL À L'INTÉGRATION, *Pour un modèle français d'intégration : premier rapport annuel au Premier ministre*, op. cit., p. 18.

15. Loi n° 2004-228 du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port des signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics.

16. Ce point du rapport a focalisé l'accueil médiatique. Voir dans le présent dossier l'analyse de Fabrice Dhume, p. 131.

L'enjeu majeur de la “refondation” : une politique de l'égalité

Au regard des distorsions et des brouillages d'objectifs qui ont caractérisé l'action publique sur ces questions, il y avait donc lieu d'abord de clarifier le “référentiel” et la visée d'une telle politique. L'objectif était double, selon nous :

1. Favoriser un *Nous inclusif et solidaire*, autrement dit un sentiment d'appartenance commun suffisant pour qu'existent une mutualité des demandes et des obligations, un souci partagé des autres membres de la société, ainsi qu'une loyauté à cette société et un engagement pour son maintien et son bien-être¹⁷. Cela revient, au niveau subjectif, à construire une nouvelle manière de voir, de parler et de faire la société française, qui combine la pluralité des identités non politiques des gens avec une communauté politique des citoyens. Au niveau objectif, il s'agit de susciter et soutenir les mobilisations solidaires et la vitalité sociale dans toutes ses composantes et de permettre la régulation démocratique des relations sociales et des inévitables conflits qui traversent la société.

2. Travailler sur les frontières de la société française afin d'affaiblir les processus qui empêchent une identification positive à une communauté politique et afin de garantir concrètement aux membres de la société l'égalité, les droits politiques et des conditions décentes¹⁸. Cela implique d'agir prioritairement sur les processus de discrimination, de racialisation et sur les inégalités et les rapports sociaux en général. Et cela suppose de réaménager les “fondations” d'un imaginaire sociétal jusque-là entendu dans un sens étatico-national assez étroit. En effet, nous suivons Dominique Colas lorsqu'il affirme : « *Que la démocratie s'inscrive dans les frontières d'une nation, que l'État soit territoire, n'implique pas qu'un lien de sang, reçu ou versé, avec ce sol, qu'une autochtonie, soit une condition d'accès à l'espace de droits et de devoirs mutuels qui la définit* »¹⁹.

Par ailleurs, si des principes de justice sont nécessaires, le problème ne se solde pas dans une politique redistributive et dans le traitement classique de la “question sociale”. La politique doit reposer sur — et

17. Cf. PAREKH, Bikhu, “La commune appartenance”, in : *Cohesion, community and citizenship : proceedings of a Runnymede Trust Conference*, 2002.

18. Cf. MARGALIT, Avishai, *La société décente*, Castelnau-le-Lez : Éd. Climats, 1999, 275 p.

19. COLAS, Dominique, *Citoyenneté et nationalité*, Paris : Éd. Gallimard, 2004, 295 p. (voir pp. 217-218).

ressourcer — un accord minimal portant, d'une part, sur la manière de conduire les affaires collectives (c'est l'enjeu même de la *question démocratique*) et, d'autre part, sur des référents dits "fondamentaux" en raison de leur caractère égalitaire, ouvert et inclusif (droits de l'homme, droits de l'enfant...).

Sauf si elle est instrumentalisée et « falsifiée »²⁰, la laïcité est un outil majeur qui permet d'organiser la coexistence paisible de différences morales dans la société tout en conservant la coopération sociale. Mais les valeurs n'auront un sens *commun* que si elles deviennent des principes actifs et effectifs, vérifiables en pratique, à travers les expériences sociales que nous en avons. C'est sur cette garantie concrète que porte l'enjeu d'une politique de l'égalité.

De ce point de vue, le chantier est immense. Il s'agit d'abord de changer de "lunettes sociales" et ensuite de prendre à bras-le-corps une réalité massive. Si — comme le montrent les sciences sociales — les processus d'*intégration* au sens sociologique se font avec le temps à travers les interactions sociales et l'expérience du lieu où l'on vit et si les descendants d'immigrés n'ont d'autre spécificité intrinsèque que d'être, pour certains, *vus et traités comme des toujours-étrangers*, les obstacles dressés par les institutions et le groupe dominant afin de ne pas les reconnaître comme des membres légitimes et normaux de la collectivité²¹ finissent par rendre impossible l'émergence d'un *Nous inclusif et solidaire*.

La récente enquête *Trajectoires et origines* (TeO) confirme que pour les descendants d'immigrés, « la probabilité de se sentir français est significativement plus élevée chez [...] ceux qui n'ont pas fait l'expérience de discriminations »²² notamment. Or, les discriminations sont partout à l'œuvre. Dans les domaines de l'emploi et du travail, la discrimination apparaît structurellement incorporée aux logiques du marché²³. Elle se traduit tendanciellement pour les populations vues comme issues de l'immigration (et *a fortiori* pour les immigrés) par un surchômage par rapport au groupe majoritaire, plus de contrats pré-

20. BAUBÉROT, Jean, *La laïcité falsifiée*, Paris : Éd. La Découverte, 2011, 212 p.

21. Cf. ELIAS, Norbert ; SCOTSON, John L., *Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris : Éd. Fayard, 1997, 278 p.

22. BEAUCHEMIN, Chris ; HAMEL, Christelle ; SIMON, Patrick, *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France. Premiers résultats*, Paris : INED-INSEE, 2010, 152 p., Document de travail n° 168 (voir p. 122).

23. Cf. LOCHAK, Danièle, "Loi du marché et discrimination", in : BORRILLO, Daniel (sous la direction de), *Lutter contre les discriminations*, Paris : Éd. La Découverte, 2003, pp. 11-37.

caires et de temps partiel, un éventail d'emplois occupés plus réduit, des travaux plus souvent dégradants et des conditions de travail dégradées, le vécu répété de racialisation et d'humiliation, etc.

À l'école, les biais ethno-raciaux peuvent être actifs dans le regard que portent les agents de l'institution scolaire sur les élèves et leurs parents, sur les territoires et les situations. Les effets se retrouvent à tous les niveaux du système scolaire et dans toutes les dimensions que la recherche a explorées : stéréotypes et attentes différenciées des enseignants ; jugements, notation et orientation scolaire en partie biaisés ; discrimination directe dans l'accès aux stages, à l'apprentissage ou aux filières supérieures sélectives, etc. Sauf exception, cela n'est pas systématique ni le plus souvent conscient. Il n'empêche que l'enjeu politique d'une action publique contre les discriminations et les inégalités de traitement est crucial.

Face à cela, le groupe de travail a souligné que l'État a d'abord la responsabilité symbolique d'envoyer un signal politique explicite quant à un changement de cap : rompre avec le discours normalisateur de l'“intégration républicaine”. Contrairement à une politique du haut vers le bas (*top-down*) et sans cadres clairs ni moyens adaptés — qui a caractérisé l'expérience vite détournée d'une politique de “lutte contre les discriminations” entre 1998 et 2004²⁴ — il s'agit d'engager un travail à long terme, reposant sur la norme d'égalité : égalité politique de droit + égalité concrète des droits + égalité effective de traitement. L'action de l'État “par le haut” devrait être limitée à quelques fonctions clés (représentation, cadres référentiels et organisationnels, autorisation-soutien-facilitation de l'action) et à un rôle d'intermédiaire (entre politiques européennes, coordination et engagement des institutions nationales, et initiatives locales), tout cela au service d'une initiative sociale “par en bas”.

L'action doit viser non pas prioritairement des publics et des territoires — même si une politique réellement corrective peut s'y articuler — mais à changer les cadres politiques, cognitifs et symboliques sociétaux pour infléchir concrètement les rapports sociaux. Pour cela, il faut agir en premier lieu sur les institutions, en visant le développement d'une réflexivité sur les mécanismes systémiques de discrimination. Ce changement ne sera possible qu'aux conditions suivantes : une approche pragmatique (qui part de la réalité), une volonté poli-

24. Cf. NOËL, Olivier, *Sociologie politique de et dans la lutte contre les discriminations : au cœur de l'action publique en France (1991-2006)*, Saarbrücken : Éditions universitaires européennes, 2010, 432 p.

tique forte et constante, avec un pilotage au plus haut niveau ; une stratégie de dédramatisation de l'altérité et de décrispation du rapport à l'immigration et à l'islam (notamment) ; une action ciblant stratégiquement de grands leviers de régulation ; un investissement conséquent (de ressources normatives, formatives, d'accompagnement, etc.) dans un savoir-faire concret de régulation et de travail en coopération.

La Feuille de route du gouvernement : dépolitisation et déproblématisation

Qu'a fait le gouvernement de ces analyses et propositions ? La mise en regard de notre rapport avec les versions successives de la *Feuille de route du gouvernement*²⁵ montre d'importants changements. Un repli stratégique opéré suite aux critiques de la droite a conduit à l'abandon des thèmes les plus polémiques²⁶, notamment ceux touchant à l'islam.

Ceci dit, les évolutions entre les deux versions de la *Feuille de route* illustrent une dépolitisation globale de la question ainsi que la censure de certains thèmes, principalement dans le domaine scolaire. Le tableau ci-après montre que la douzaine de mesures concernant directement ou partiellement le domaine éducatif²⁷ dans la première version de la *Feuille de route* est réduite de moitié dans la dernière, tandis que les propositions concernant le travail et l'emploi restent stables.

Ces changements de discours indiquent plusieurs processus à l'œuvre. Concernant l'école, on voit un effacement simultané de la problématique des discriminations et de la question pédagogique. Le plus emblématique est la disparition de la mesure 1, qui visait à « développer un savoir-faire d'enseignement face à un public hétérogène et divers, permettant la réussite de tous, et d'autre part à doter les équipes pédagogiques et la vie scolaire des outils permettant la compréhension des discriminations et les accompagner pour y faire face » (version 1, page 7).

25. N'ont été rendues publiques que la version 1 par le site *Médiapart* le 6 février 2014, et la version finale publiée par le gouvernement le 11 février 2014. Voir http://www.cofrimi.com/images/PDF/feuille_route_politique_degalite_republicaine_dintegration-1.pdf

26. « Vous ne trouverez pas une mesure qui pourra être critiquée par la droite », justifie un conseiller du Premier ministre. Voir TASSEL, Fabrice, "Prudent mais déterminé, Matignon rouvre le chantier de l'intégration", *Libération* du 11-2-2014.

27. Certaines mesures sont transversales, comme l'idée d'un « Office franco-maghrébin », avec pour axes prioritaires notamment « la formation linguistique [et] les échanges universitaires » (version 1, page 29).

	Feuille de route version 1	Feuille de route version 3
Domaine éducation et formation	<p>M1. Développer la formation des personnels éducatifs en matière de lutte contre les discriminations.</p> <p>M2. Améliorer la coopération entre les parents et l’institution scolaire.</p> <p>M3. S’appuyer sur la réforme de l’éducation prioritaire pour lutter contre les inégalités scolaires.</p> <p>M4. Transmettre une culture de l’égalité à travers l’enseignement des valeurs de la République.</p> <p>M5. Lutter contre l’échec et le décrochage scolaires.</p> <p>M6. Lutter contre les discriminations dans l’accès aux stages et aux immersions en emploi.</p> <p>M7. Intégrer la lutte contre les discriminations dans les objectifs prioritaires du Service public régional de l’orientation (SPRO).</p> <p>M34. Mettre en valeur les figures de l’histoire issues de l’immigration.</p> <p>M35. Enseigner la richesse de notre société et de son passé.</p> <p>M36. Faire de l’éducation artistique et culturelle des vecteurs de connaissance et de reconnaissance mutuelle au sein de la société française.</p> <p>M37. Changer d’échelle en matière d’enseignement des langues vivantes de la mondialisation.</p> <p>M40. Préfigurer un Office franco-maghrébin pour la jeunesse.</p>	<p>M1. La réforme de l’éducation prioritaire.</p> <p>M2. La lutte contre le décrochage scolaire.</p> <p>M3. Améliorer la coopération entre les parents et l’institution scolaire.</p> <p>M4. Le Service public régional de l’orientation (SPRO).</p> <p>M5. L’accès aux stages et aux immersions en emploi.</p> <p>M20. Former et accompagner les personnels éducatifs.</p>
	Feuille de route version 1	Feuille de route version 3
Domaine emploi et travail	<p>M8. Sensibiliser et former les agents de Pôle Emploi aux risques discriminatoires.</p> <p>M9. Généraliser les techniques de “médiation active” en matière de recrutement.</p> <p>M10. Développer à grande échelle les méthodes de recrutement “par simulation”.</p> <p>M11. S’appuyer sur la réforme de la formation professionnelle pour en démocratiser l’accès.</p> <p>M12. Inscrire la lutte contre les discriminations au cœur du dialogue social.</p> <p>M13. Mettre en place des modalités d’action collective contre les discriminations au travail.</p> <p>M14. Mobiliser l’Inspection du travail en matière de la lutte contre les discriminations.</p> <p>M15. Donner un nouveau souffle au “label diversité”.</p>	<p>M6. Généraliser les techniques de “médiation vers l’emploi” en matière de recrutement.</p> <p>M7. Développer les méthodes de recrutement non discriminatoires (recrutement par simulation, recrutement sans CV).</p> <p>M8. Donner un nouveau souffle au “label diversité”.</p> <p>M9. Faire de la lutte contre les discriminations un enjeu du dialogue social.</p> <p>M21. Former et accompagner les agents de Pôle Emploi.</p> <p>M22. Mobiliser l’Inspection du travail.</p> <p>M24. Améliorer les conditions de préparation et d’accès aux concours de la fonction publique.</p> <p>M25. Développer l’apprentissage dans la fonction publique.</p> <p>M26. Généraliser le “label diversité” dans les administrations</p>

La version définitive abandonne le levier stratégique majeur (selon le rapport) de former prioritairement les cadres et d'accompagner les équipes dans une analyse réflexive du travail et du fonctionnement de/dans leur institution. La question pédagogique a également disparu : l'objectif de « *poursuivre et amplifier l'évolution des pédagogies vers des pratiques plus inclusives et moins génératrices d'inégalités et d'échec* » (version 1, page 8) est réduit à « *développer les pratiques moins génératrices d'inégalités et d'échec* » (version 3, page 7). Le terme "pédagogie" n'apparaît plus dans le texte final — contre 14 fois dans les préconisations du rapport et six fois dans la première version — hormis en ce qui concerne la Cité nationale de l'histoire de l'immigration et sa « *dimension pédagogique, à destination de l'ensemble du système scolaire* » (version 3, page 19).

Derrière le symbole des mots, c'est l'analyse des problèmes et le sens égalitariste de la politique qui disparaissent, en même temps que la version finale efface toute formule axiologique visant le contexte des mesures proposées. Par exemple, concernant la « *coopération entre les parents et l'institution scolaire* », la version initiale indiquait que « *dans l'intérêt de l'enfant, les parents ne sauraient être exclus ou mis à distance du fait de leur origine réelle ou supposée, ou encore de leur religion* » (version 1, page 8). Ceci devait concerner par exemple la circulaire Chatel de 2012 interdisant aux mères voilées d'accompagner les sorties scolaires. La version finale ne retient que le cadre réglementaire et des formules convenues ; elle introduit en outre le dispositif *Ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration*, qui tend vers la scolarisation des parents, au double sens d'en faire des relais de l'école et de leur donner la place des élèves pour apprendre le français à l'école²⁸. La réécriture montre que le ministère de l'Éducation nationale bricole surtout à partir des cadres et outils existants pour faire en sorte que le nouveau thème de la "refondation" se dissolve dans le traitement administratif et technique courant sans infléchir le sens politique de l'action.

Dans une stratégie de changement, notre rapport avait insisté sur une formation continue visant prioritairement les personnels d'encadrement du fait que « *la diffusion de la politique publique suppose que les professionnels censés garantir que les "règles du jeu" [sont] claires et*

28. Cf. DHUME, Fabrice, "Ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration : regard réflexif sur un dispositif", ISCRA-Méditerranée, février 2014, http://www.iscra.org/page_4.php

respectées [sont] réellement en capacité de le faire »²⁹. À l'opposé, la Feuille de route du gouvernement fixe comme cible prioritaire les « personnels en contact direct avec les publics » (version 3, page 15). Si elle retient l'introduction des « compétences nécessaires à la lutte contre les discriminations » (version 3, page 8) dans les « référentiels » professionnels du nouveau Service public régional d'orientation (SPRO), et si par ailleurs l'Inspection du travail impose que ce thème « irrigue l'ensemble des modules de formation métiers de l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP) » (version 3, page 16), dans l'un et l'autre cas les principes normatifs engageant les institutions elles-mêmes ont été oubliés. En écartant les questions de gouvernance institutionnelle et de responsabilité de l'encadrement, le gouvernement fait disparaître ce qui est pourtant à la fois la condition d'une action possible et le principal obstacle à l'élimination des discriminations : les fonctionnements institutionnels.

Le dédouanement des institutions et la déproblématisation de la discrimination apparaissent encore plus nettement à propos des stages. La version initiale rappelle que ce dispositif d'alternance « souffre de multiples biais de sélection [...]. Pour lutter contre ces phénomènes discriminatoires, il convient de combiner mobilisation des équipes éducatives (accompagnement renforcé des élèves qui rencontrent des difficultés d'accès aux employeurs) et mobilisation des employeurs eux-mêmes » (page 10). Dans la version finale, le problème est seulement décrit comme « corrélé étroitement aux réseaux personnels et familiaux dont disposent ou non les élèves » (page 9), ce qui renvoie une fois de plus à une conception déficitaire des publics.

Exit aussi la mobilisation des équipes et des employeurs censés ne pas discriminer. La Feuille de route du gouvernement finale se borne à lister des outils existants centrés sur une offre alternative de stage — « les dispositifs [...] de banques de stage », « l'offre de stages dans les administrations » (page 9) — là où le rapport pointait que « ces outils n'œuvrent en réalité ni à la sanction et à la régulation des discriminations qui se produisent, ni à la négociation systématique des normes sélectives relatives aux périodes de formation en entreprise. Ils tendent plutôt à légitimer la structuration d'une "niche" de stages destinés spécifiquement aux publics discriminables, pour se concentrer ensuite sur l'insertion sans travailler sur les logiques discriminatoires du marché et de la relation de

29. DHUME, Fabrice ; HAMDANI, Khalid, *Vers une politique française de l'égalité. Rapport du groupe de travail "Mobilités sociales" dans le cadre de la "Refondation de la politique d'intégration"*, op. cit., p. 74.

stage »³⁰. De surcroît, le fait de privilégier le secteur public comme expérience du monde du travail est en décalage non seulement avec le discours dominant centré sur l'entreprise (avec des conséquences sur les conditions ultérieures d'insertion des personnes : expériences différenciées, CV inadaptés...), mais parfois aussi avec les référentiels de formation des élèves³¹.

Bref, là où notre rapport *Vers une politique française de l'égalité* avait accordé la primauté à l'analyse des problèmes, à l'explicitation des enjeux et à la clarification des principes et du référentiel d'action publique, le texte gouvernemental se contente d'aligner des dispositifs et propositions flous souvent déjà existants. L'inflexion politique qui était au cœur même du projet a disparu. On retrouve l'habitude minoration de la question des discriminations, la déviation des *problèmes publics* en *problèmes des publics* et l'enterrement des responsabilités institutionnelles à l'égard des enjeux politiques d'égalité.

30. *Ibidem*, p. 52.

31. Cf. DHUME-SONZOGNI, Fabrice, *Entre l'école et l'entreprise, la discrimination en stage : une sociologie publique de l'ethnisation des frontières scolaires*, Aix-en-Provence : Presses universitaires de Provence, 2014, 274 p.